

# LE REPORTER



Mars 2009

Vol. 10 N° 2

## La dérive du plastique



### Dans ce numéro:

ÉDITORIAL: RAFALES EN ISRAËL .....	P. 2
LA DÉRIVE DU PLASTIQUE .....	P. 3
CARICATURE .....	P. 4
« RADIO VIVA PARAGUAY » .....	P. 5
LA MASCULINISATION RAMPANTE DE L'INDE .....	P. 6-7

LE BHOUTAN .....	P. 8-9
CARICATURE .....	P. 10
LES PRÉTENTIONS « DÉMOCRATIQUES » DE NOS MÉDIAS.....	P. 11
POLYTECHNIQUE 20 ANS PLUS TARD .....	P. 12
L'HOMME ORCHESTRE DU CINÉMA QUÉBÉCOIS .....	P. 13
LA MOUCHE À FRUIT AU SECOURS DES CANCÉREUX .....	P. 14
UN MÉTIER QUI OBLIGE À L'HUMANITÉ .....	P. 15

## Éditorial

## RAFALES DE LA DROITE EN ISRAËL

D A N Y D I O N

Tous attendaient avec impatience les résultats de l'élection en Israël du 10 février dernier. Analystes et commentateurs de tous les médias s'étaient demandés qui, du Likoud (droite) de Benjamin Nétanyahou ou du parti Kadima (modéré) de Tzipi Livni, sortirait vainqueur. Certains prévoyaient déjà une troisième place pour Avigdor Lieberman et son parti ultranationaliste Yisraël Beitenou (Israël ma maison). D'autres se désolaient de l'éventuelle défaite historique d'Ehoud Barak et des travaillistes. La guerre dans la bande de Gaza en décembre et janvier laissait pressentir de quel côté le vent allait tourner.

La campagne électorale fut axée sur la sécurité, à un niveau atteint uniquement aux États-Unis durant la guerre froide ou sous George W. Bush après le 11 septembre 2001. Chaque parti a utilisé cet angle d'attaque du haut de sa tribune. À l'instar des prophètes, Nétanyahou le « faucon » grimpa sur une colline pour y prononcer un discours colonialiste stigmatisant le Hamas et l'Iran. Les paroles populistes de Lieberman tournèrent autour de la constante menace à la survie d'Israël. Pour suivre la cadence, Ehoud Barak, vêtu de son uniforme militaire, promit

de diriger son pays « comme il mena la guerre ». Selon l'éditorialiste israélien Gidéon Levy, cette campagne s'est avérée « la plus stupide et la plus vide jamais vue ».

D'où vient ce vent qui déferle en Terre d'Israël ? L'analyste politique Reuven Hazan l'explique en trois mots: Hezbollah, Hamas, Iran, confirmant le thème de la sécurité nationale. Selon Lieberman, l'État hébreu serait cerné.

***Qui osera dénoncer ce regain  
d'extrémisme en Terre sainte ?***

Pour lui, l'ennemi se trouve aussi à l'intérieur du pays. Il propose comme solution d'enlever la citoyenneté israélienne aux Arabes considérés comme déloyaux envers l'État hébreu et de les envoyer en Cisjordanie. Nétanyahou, lui, promet d'autoriser de nouvelles constructions dans les implantations de Cisjordanie, un subtil retour à la colonisation.

Cette campagne extrémiste et les résultats du vote laissent présager une violente tempête... Le siège d'écart entre Livni et Nétanyahou n'empêchera sans doute pas un rapprochement entre le Likoud et des partis de l'ex-

trême droite comme celui de Lieberman ou du Shas (ultrareligieux) qui s'oppose à toutes concessions territoriales. *Le Devoir* du 16 février dévoilait que le parti Kadima préférerait prendre la route de l'opposition pour ne pas s'allier à la droite, laissant la voie libre à une possible alliance entre les radicaux.

Qui osera dénoncer ce regain d'extrémisme en Terre sainte? L'ONU de Ban Ki-moon qui condamne fermement tout ce qui est condamnable? La Ligue arabe, avec son statut d'observateur, qui concentre plutôt son énergie à savoir si elle déplacera de nouveau son siège du Caire à Tunis? Une Union européenne qui a refusé toute coopération financière et humanitaire avec la Palestine et son gouvernement (le Hamas) élu démocratiquement? Sarkozy, le président de la France?

Nul doute que les États-Unis de Barack Obama n'interviendront en aucun cas, trop occupés qu'ils sont par la relance économique de l'Empire. Le processus de paix de George W. Bush, enclenché en 2008 à Annapolis, n'a plus le vent dans les voiles...

Dany Dion  
dionism@hotmail.com



## À la une

## LA DÉRIVE DU PLASTIQUE

MARLÈNE FISETTE

**D**ans l'océan Pacifique, une île de la taille de la France et composée principalement de déchets de plastique flotte tranquillement. Selon le mouvement écologiste Greenpeace, ce nouveau continent est constitué de 3,5 millions de tonnes de déchets non dégradables et menace la survie de 260 espèces marines. Mais le pire reste à venir puisqu'à ce jour, aucune entente internationale ne permet de croire à une solution prochaine. Alors que la production et la consommation planétaire de plastique augmentent à une vitesse folle, l'île s'étend en silence.

C'est lors d'une course à bord de son voilier que Charles Moore, un navigateur canadien, découvre pour la première fois l'énorme masse flottante de déchets située entre Hawaï et la Californie. Curieux et inquiet des conséquences écologiques que pose cette accumulation de plastique, il se joint à l'Algalita Marine Research Foundation aux États-Unis afin de documenter le phénomène. Selon ses recherches, les déchets s'accumulent dans cette zone sans vent en raison des courants marins du Grand Vortex du Pacifique Nord qui emprisonne toute matière inerte en son centre. « À cet endroit, on peut naviguer pendant des jours sans voir un mètre carré de mer claire », constate M. Moore. Et ce n'est que la pointe de l'iceberg: les déchets sont répertoriés jusqu'à 30 mètres de profondeur.

Pour sa part, François Chartier, membre de Greenpeace France, affirme que « dans cette zone, la concentration de plastique est six fois supérieure à la concentration de plancton ». De quoi raviver l'inquiétude des écologistes. Les déchets plastiques, pour la plupart photodégradables et non biodégradables, se décomposent à la lumière en de milliers de morceaux facilement ingérables par les petits organismes. Ainsi, les

rebutis toxiques entrent subrepticement dans la chaîne alimentaire et trouvent, parfois même, une place dans nos assiettes.

**À qui la faute?**

Face à ce problème majeur et à la complexité d'une solution, le plus inquiétant est toutefois l'inaction des gouvernements. Techniquement, le problème est résoluble mais la communauté internationale tarde à agir. « On pourrait réussir à nettoyer l'océan en récupérant ces micro-déchets à l'aide de filets très fins, cependant les sommes à investir sont absolument pharaoniques », souligne M. Chartier. Sans compter qu'il faudrait obtenir un consensus international pour mettre en œuvre une intervention

**« la concentration de plastique est six fois supérieure à la concentration de plancton »**

écologique en haute mer puisque ce territoire ne relève de la souveraineté d'aucun État. Une autre solution imaginable, mais pas plus réaliste que la précédente, serait

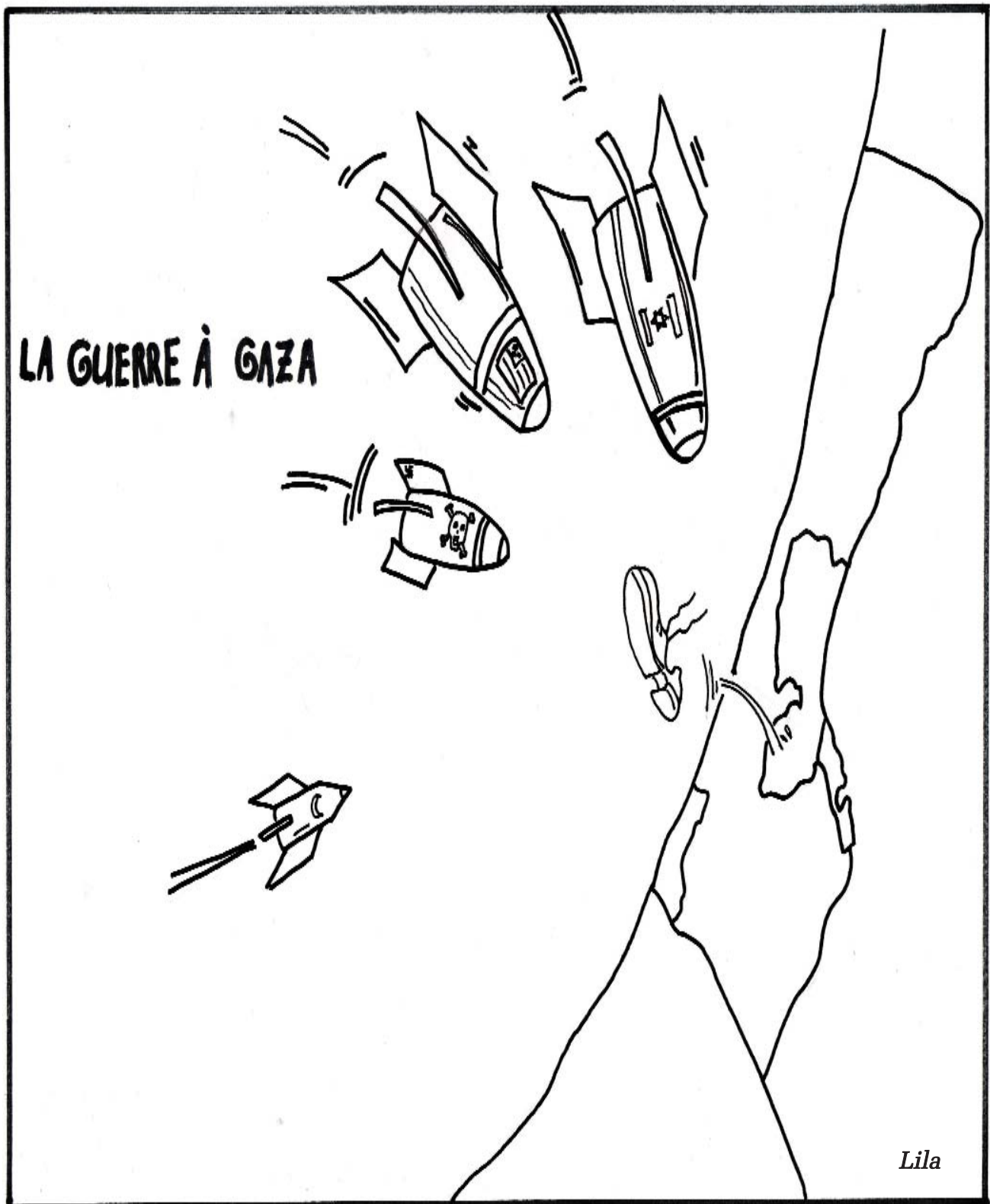
d'attribuer les immondices aux États propriétaires et de leur imposer le financement du nettoyage.

Contrairement à la pensée courante disant que la pollution des mers est due en majeure partie aux cargos, Greenpeace affirme que 80% des déchets plastiques en mer proviennent de la terre. L'origine des déchets est, d'un point de vue légal, impossible à déterminer. Or, la logique oblige à admettre que chacun de nous participe à la construction de cette île. Les bouteilles, les sacs, les contenants retrouvés en mer, ce sont nous qui les avons achetés, utilisés et puis jetés. Bonne nouvelle, donc, une partie de la solution se retrouve entre nos mains et dans notre portefeuille. Si les gouvernements ne sont pas prêts à passer à l'action, peut-être la population pourrait-elle donner l'exemple.

Marlène Fissette  
marlenefissette@hotmail.com



# Caricature



## « RADIO VIVA PARAGUAY »

M A R I S E M U R P H Y

« **P**endant que les gens se font poignarder dans les autobus, les policiers, assis sur le trottoir, jasant et boivent du maté. C'est l'anarchie. » Voilà comment Caroline G. Murphy décrit l'atmosphère qui règne à son arrivée au Paraguay. Son regard se perd un instant, ses pensées sont ailleurs. À n'en pas douter, le choc a été grand.

La jeune femme de 23 ans a passé deux mois en stage de coopération internationale à Radio-Viva (RV), une radio communautaire d'Asunción, capitale du Paraguay. Étudiante en journalisme à l'UQÀM, elle était ravie de vivre cette expérience humanitaire et professionnelle. Elle est donc partie en mai 2008 avec cinq autres stagiaires et un accompagnateur de l'organisme CLUB 2/3, la section jeunesse d'Oxfam-Québec. L'aventure soufflera le chaud et le froid sur son enthousiasme.



« Le premier mois a été très dur et décevant. L'entente entre CLUB 2/3 et RV cessait après notre projet. Les gens de la station étaient peu motivés. Nous étions laissés à nous-mêmes. Je me suis acharnée. Je me disais : "Tu vas aimer ça!" À la mi-stage, tout le groupe est parti quelques jours hors d'Asunción. Cela a été très bénéfique. Nous avons relativisé nos peurs et les dangers réels, refait le plein d'énergie et précisé nos besoins. Ça nous a permis d'organiser nos demandes pour le reste du stage. » Avec ses collègues, elle obtient enfin une heure par semaine d'émission préenregistrée et l'assurance de sortir avec les journalistes de RV pour couvrir des événements.

Ce souvenir lui met des étoiles dans les yeux. « Tout le groupe participait au projet. Nous avions carte blanche sur le contenu. Juan parlait couramment espagnol alors il animait l'émission. Nous, nous faisons des capsules sur nos aventures de Québécois au Paraguay dans un espagnol rudimentaire. »

Chaque semaine, RV diffuse à partir de la prison des femmes

d'Asunción. Deux détenues et un journaliste de la station coaniment l'émission. « J'ai proposé de me joindre à la visite avec Mathilde, une autre stagiaire. Là, nous avons créé des liens avec des femmes qui participaient à l'émission. Pendant les pauses, elles nous ont raconté leur histoire et leur vie au quotidien. Ces entrevues improvisées m'ont permis de présenter des topos sur les conditions de vie en prison au Paraguay. »

L'expérience de Caroline n'est pas que radiophonique. Les rapports humains ont aussi laissé leurs empreintes. Elle parle avec affection de cette famille paraguayenne devenue sienne pour la durée du stage. « En plus de ma mère et ma grand-mère, j'avais deux sœurs de 25 et 29 ans et une nièce de 7 ans. Il est courant que les enfants restent chez leurs parents jusqu'à l'âge de 30 ans. Les gens sont soudés. Ils n'ont presque rien. Ils vivent dans un pays où la corruption et le marché noir sont la règle et, curieusement, il n'y a presque pas de suicides là-bas. Au Paraguay, j'ai pris conscience de l'importance de la solidarité

humaine. »

Bien que le stage de coopération ne fasse pas formellement partie de sa formation à l'UQÀM, la future journaliste estime avoir garni son coffre à outils d'une expérience hors du commun. « Je suis revenue complètement amoureuse de l'Amérique latine. J'espère un jour y être correspondante pour un média québécois. »

Site de Radio-Viva : <http://www.radioviva.com.py/>

Blogue du projet Paraguay :

<http://sopaparaguaya.hautetfort.com/>

Marise Murphy

[marise\\_murphy@yahoo.ca](mailto:marise_murphy@yahoo.ca)



## Monde

## LA MASCULINISATION RAMPANTE DE L'INDE

ALICE TRUDELLE

**L**l manquerait aujourd'hui jusqu'à 90 millions de femmes en Asie. Karine Bates, professeure au département d'anthropologie de l'Université de Montréal et spécialiste de la question des femmes en Inde, explique que l'avortement sélectif, la négligence en matière d'alimentation et de soins de santé et, de façon plus marginale, l'infanticide contribuent à créer ce déséquilibre démographique inquiétant.

Le « manque de femmes » en Asie a été dénoncé pour la première fois en 1990 par le prix Nobel d'économie Amartya Sen. Le ratio mondial, qui s'applique avec une grande régularité, est de 105 hommes pour 100 femmes. Toutefois, une surmortalité des hommes à tous les âges rétablit généralement l'équilibre : dans toutes les régions du monde sauf l'Asie, le ratio hommes/femmes est égal ou favorable aux femmes.

Depuis le cri d'alarme d'Amartya Sen, plusieurs spécialistes ont tenté d'analyser le phénomène. Malgré les politiques de restriction des familles en place depuis les années 1960, le processus démocratique indien empêche d'attribuer le manque de femmes à une politique d'État, comme celle de l'enfant unique en Chine. Ce même processus a imprimé un retard dans les réactions politiques indiennes au phénomène, et aujourd'hui encore, l'application des lois y est défailante.

La situation des femmes constitue un élément d'analyse fondamental pour situer le déséquilibre démographique. L'Inde est l'un des rares pays où l'espérance de vie féminine est équivalente, voire inférieure à celle des hommes. Plusieurs études font état de l'existence de ratios femmes/hommes faibles pour l'Inde depuis plusieurs décennies, sinon plusieurs siècles. Karine Bates attribue cette tradition à deux hiérarchies parallèles dans l'organisation de la société indienne.

D'une part, cette société est patrilinéaire. L'héritage, les rites funéraires, le soin des parents dans leur vieil âge, ainsi que la transmission du métier sont de la responsabilité du fils aîné. De son côté, la femme porte la responsabilité de la pureté de sa famille et de sa caste. Cela comprend un éventail de contrôles

sociaux, allant des rituels de purification au tabou des menstruations, en passant par la perte de la virginité. Dans ce contexte, contrôler le mariage revêt une importance capitale. Le fait que la femme doive aller vivre chez les parents de son mari, habituellement dans un lieu éloigné de son village natal (virilocalité), augmente la précarité de sa situation.

D'autre part, « la hiérarchie due à l'âge est aussi importante, sinon plus, que la hiérarchie des genres », affirme la professeure Bates. Ainsi, la dernière femme à entrer dans la belle-famille se voit attribuer la responsabilité des tâches des autres femmes de la maisonnée et est pointée du doigt pour tout malheur qui toucherait la famille. « Sans cette nuance, il est impossible de saisir pourquoi les femmes d'une même famille ne s'entraident pas », affirme Mme Bates.

« Il faut également savoir, précise la spécialiste, qu'il est impératif que les filles d'une famille soient mariées avant leurs frères. » Le manque de femmes s'inscrit ainsi dans la planification familiale indienne. Les premières filles d'une famille sont donc moins susceptibles d'être rejetées ou maltraitées, surtout si elles naissent après un ou plusieurs garçons.

Karine Bates explique que l'organisation sociale s'est construite en lien avec la participation des femmes aux modes de production. La culture du riz, qui demande une grande main-d'œuvre, dont celle des femmes, a traditionnellement donné naissance à des cultures matrilineaires ou du moins à des cultures dans lesquelles les femmes avaient un pouvoir de décision plus important. La culture du blé, nécessitant une main-d'œuvre plus réduite, a typiquement engendré des cultures patrilinéaires dans lesquelles le contrôle social sur les femmes était plus grand. L'observation de ratios hommes/femmes très inégaux entre les divers États indiens appuie cette théorie. Les États les plus touchés, comme l'Haryana et le Penjab, sont situés dans le nord et le nord-ouest. Y règnent une solide tradition patrilinéaire et un fort contrôle social sur les femmes. Dans ces États qui...→

## Monde

## LA MASCULINISATION (SUITE)

s'appuient sur la culture du blé, les autres indicateurs de la condition des femmes comme les taux d'alphabétisation, sont également plus bas que dans le sud du pays.

Le développement économique, l'augmentation des taux d'alphabétisation et d'éducation des dernières décennies ne devraient-ils pas transformer ces mœurs et conférer aux femmes indiennes de plus grandes opportunités? Malheureusement, on observe la tendance contraire. La baisse dramatique des ratios se produit depuis environ 1985, soit quelques années avant la libéralisation économique de l'Inde en 1991.

Le principal facteur du manque de femmes en Inde est aujourd'hui l'avortement sélectif de fœtus féminins. Si elle est illégale depuis 1994, la détermination du sexe du bébé à venir demeure une pratique commune, tant pour les futurs parents que pour les praticiens.

Attention: les débats essentiellement chrétiens des sociétés occidentales sur l'avortement ne s'appliquent pas en Inde. Karine Bates confirme que l'avortement est perçu et a été publicisé par le gouvernement indien comme un outil de planification familiale et comme une protection pour la santé des femmes ayant des grossesses à risque. « Lors de mes *terrains*, j'ai rencontré de nombreux cas d'avortement où la justification était la santé trop faible de la mère. Que cette justification soit véridique ou non, elle indique un consensus social où la santé de la mère prime sur celle de l'enfant et ce, dans une société où la famille occupe une place capitale », conclut l'anthropologue.

Le manque de femmes constitue l'une des facettes les plus sombres du boom économique en Inde. Le nombre croissant de cliniques et la baisse des prix pour une échographie ou une amniocentèse (d'une centaine de dollars

dans les années 1980 à environ vingt dollars en 2004) contribuent à en augmenter l'accessibilité.

Par ailleurs, les écarts croissants entre la classe moyenne et la majorité de la population participent à une baisse de la fécondité, qui exacerbe la préférence traditionnelle pour les fils. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les ratios sont les plus bas dans les classes urbaines aisées et chez les femmes instruites. Celles-ci ont accès plus facilement (monétairement et physiquement) aux technologies pour déterminer le sexe du fœtus et avorter lorsqu'il est féminin. Les activistes pour les droits reproductifs des femmes se retrouvent dans une situation difficile et les gouvernements, qui

prônent l'avortement comme méthode de planification familiale, sont aussi embêtés.

Si elle souligne les efforts soutenus des groupes militants et du gouvernement indien pour améliorer le

statut des femmes, Karine Bates conclut que « ce phénomène nous dépasse tous. De la population au gouvernement indien, en passant par les spécialistes de l'Inde ».



## Monde

# LE BOUTHAN: UN PORTE-BONHEUR POUR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE?

LESLIE DOUMERC

**C**oincé entre la Chine et l'Inde, le Bhoutan a longtemps été rangé dans la catégorie des « petits pays oubliés ». Il sort de l'ombre dans les années 2000, quand les grandes puissances commencent à s'intéresser à une bizarrerie locale, en place depuis 1972: l'indicateur de Bonheur National Brut (BNB).

Au début de la débâcle boursière de cet automne, le premier ministre bhoutanais, Jigmi Thinley, a plaidé devant l'Assemblée générale des Nations Unies pour « repenser nos valeurs ». Il a répété qu'« en tant qu'êtres humains, il nous faut plus que des biens matériels » avant d'ajouter avec confiance : « Nous sommes un peuple heureux qui va continuer à se développer économiquement et spirituellement ». Belles ambitions pour cette jeune monarchie constitutionnelle, dernière-née des démocraties de la planète depuis ses élections législatives du printemps dernier.

Concept unique en son genre, le BNB s'appuie sur quatre piliers du développement durable: la croissance et le développement économique responsables, la conservation et la promotion de la culture bhoutanaise, la sauvegarde de l'environnement et la gouvernance responsable.

Cette idée ne date pas d'hier. L'économiste André Babeau lui retrouve des racines « bien antérieures au “ zéganisme “ (de « zero growth ») des années 1970 au cours desquelles certains prônaient une croissance nulle pour économiser la consommation de ressources naturelles. » Mais cette noble vision d'un monde moins matérialiste apporte-t-elle des changements concrets?

De fait, le Bhoutan, grand comme la Suisse, s'en sort plutôt bien. Jamais colonisé et longtemps isolationniste, le pays est aujourd'hui en pleine modernisation et de plus en plus ouvert à la mondialisation. Il affiche un taux de croissance de 8 % en novembre 2008 grâce à l'agriculture, l'industrie du bois, la production d'électricité et d'acier et au tourisme haut de gamme.

Thimphou, la capitale, et les bourgades qui s'étendent jusqu'à la frontière indienne au sud pourraient servir de modèle à l'Inde ou au Népal en termes d'infrastructures et de propreté.

Les Bhoutanais bénéficient aussi de systèmes d'éducation et de santé totalement gratuits. « Ce qui compte pour moi, ce sont l'école, la santé et le bien-être moral », témoigne Phurb Dorji, un médecin qui croit dur comme fer au BNB. Les revenus des ménages qui restent encore parmi les moins élevés au monde ne sont pas la préoccupation principale. « Tant que vous avez assez d'argent pour dormir, manger et vous habiller, c'est franchement suffisant », approuve Sonam Phunbho, une commerçante. Dans l'esprit des Bhoutanais, c'est le bonheur qui prime. Le BNB a d'ailleurs été hissé au rang de statistique officielle et une commission du pays estime que 68 % des 670 000 sujets du royaume sont « heureux ».

Ces valeurs sont loin de se tarir avec la nouvelle génération. Même les adolescents de Thimphou, qui ont adopté le jean taille basse, Internet et la télévision par satellite, pensent aussi que « cela n'a aucun sens de développer un pays sans penser au bonheur de son peuple ». Une réaction à la vision capitaliste du monde occidental? Pour Phurb Dorji, les pays du Nord auraient tout intérêt à s'inspirer du Bhoutan : « Le monde entier est matérialiste. Plus il en a, plus il en veut et pourtant il n'est pas heureux. Ce n'est pas la peine de nous copier, mais il faudrait juste regarder ce que l'on a fait. »

### Abandonner le PIB?

Les pays du Nord ont déjà leurs outils: le Produit National Brut (PNB) et le Produit Intérieur Brut (PIB). Dès les années 1960, le politicien américain Robert Kennedy avait dit de ces deux inventions qu'elles mesuraient « à peu près tout sauf ce qui rend la vie digne d'être vécue ». Et pour cause, calculés en fonction des échanges commerciaux d'un pays, le PIB et le PNB se limitent à la seule production marchande. La réalité est donc biaisée quand le PIB intègre toutes ...→

## Monde

### LE BOUTHAN (SUITE)

nos activités économiques, sans distinction, comme celles des ambulances, hôpitaux et pompes funèbres générées par les accidents et les catastrophes, sans prendre en compte le malheur qui en résulte. Dans le même sens, il intègre les dépenses d'aménagement du territoire sans mesurer la perte de la biodiversité ou la dégradation de l'environnement.

L'idée de trouver un nouvel outil pour pallier les déficiences du PIB, l'Indien Amartya Sen l'avait déjà eue: « Le développement se réduit à une seule question: est-ce que, au bout du compte, les gens sont moins soumis à la maladie et à la mort ; est-ce qu'ils peuvent mieux maîtriser leur destin? Si oui, et uniquement dans ce cas, on peut parler de développement. » Il recevra le prix Nobel de l'économie pour sa création en 1990 d'un nouvel outil de mesure: l'Indice de Développement Humain (IDH). Ayant longtemps fait sourire les économistes, l'IDH, qui combine à parts égales l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie, fut une belle avancée en terme qualitatif. Un outil qui mériterait néanmoins de se moderniser au vu des nouveaux enjeux mondiaux. À l'heure actuelle, aucun indice mondial officialisé ne prend en compte le bénévolat, les travaux ménagers non rémunérés, les richesses naturelles, la santé de la population ou encore d'autres caractéristiques sociales, humaines et écologiques vitales.

#### Quantifier le bonheur

Pour quantifier le bonheur, il faut préalablement lui donner une définition. Dans son article au *Devoir* « Va-t-on mesurer notre bonheur? », Gabriel Racle rappelle à juste titre que le bonheur est une notion subjective, qu'il s'agit en fait de mesurer le bien-être : « Si le bien-être est une notion collective, sociale, le bonheur reste une notion individuelle et relève de la personne concernée. »

À partir de là, les modes de mesure sont bien plus aisés à mettre en place. Ainsi, il y a quelques années, un groupe canadien, GPI Atlantic, a mis au point un « indice de progrès véritable ». Cet indice prend en compte 22 variables sociales, économiques et écologiques. Son directeur, Ronald Colman,



a publié des études dont les chiffres « purs et durs », dénués d'idéologie, ont passablement dépolitisé le débat. Depuis, l'idée a fait son chemin et trois conférences internationales ont été organisées sur le sujet. L'une au Bhoutan, en 2004, la deuxième au Canada (Nouvelle-Écosse) en 2005, et la dernière en Turquie, en 2007.

#### Vers une mondialisation du mieux-être?

Les sensibilisations au BNB commencent donc à porter leurs fruits: pour ne citer que deux exemples, la Thaïlande a inclus l'indice dans l'élaboration de son plan quinquennal et le Canada s'est doté depuis l'automne 2007 d'un nouvel indice prenant en compte sept domaines dont l'emploi du temps, l'environnement, la vie communautaire et l'engagement civique.

Reste que, pour fonctionner, l'indice devra conquérir une majorité d'États et de politiciens. L'Organisation des Nations Unies cèdera-t-elle un jour la place à l'Organisation des Nations Heureuses ?



Caricature

# OBAMA ASSERMENTÉ



Lila Nit  
lila.ait.is.the.best.of.the.world@gmail.com



## Médias et communication

# LES PRÉTENTIONS « DÉMOCRATIQUES » DE NOS MÉDIAS

A L I C E T R U D E L L E

**L**e livre *Democratizing Global Media. One World, Many Struggles*, paru en 2005, apporte un éclairage essentiel sur l'interaction entre médias, démocratie et mondialisation. L'équipe internationale de chercheurs et de journalistes sous la direction de Robert A. Hackett et Yuezhi Zhao, tous deux de la School of Communication (U. Simon Fraser), est responsable de ce petit bijou.

En étudiant le lien entre les médias, la démocratie et la mondialisation dans plusieurs pays clés, les auteurs s'interrogent sur la pertinence d'utiliser des cadres de réflexion occidentaux pour étudier le rôle des médias dans le monde. Très bien reçu par la critique, *Democratizing Global Media* est une rencontre entre les sphères professionnelles et académiques des médias d'une part, et entre le monde des communications et des sciences politiques d'autre part.

L'un des principaux attraits du livre consiste dans la remise en question de notions largement discutées, mais dont la signification est souvent contestée, comme la mondialisation et la démocratie. Les médias eux-mêmes y sont conçus comme le terrain d'observation des transformations planétaires, puisqu'ils ne se contentent pas de les rapporter, mais contribuent à les créer, à les développer et à les maintenir.

Tous les auteurs s'accordent sur le fait que l'objectivité n'existe pas et que tous les médias sont des instruments de pouvoir en donnant une légitimité à ceux qui gouvernent. Vu les transformations survenues depuis les années 1980, les démocraties libérales occidentales peuvent-elles encore être prises comme un standard acceptable pour analyser les médias et la démocratie?

Il semble que non. Partout, la dépendance financière des médias envers la publicité contrecarre en grande partie les attentes de démocratisation qu'on leur porte. Sur la planète, des gouvernements autoritaires et des inégalités sociales systémiques rendent aussi difficilement applicables les exigences professionnelles du journalisme: indépendance, objectivité, contre-pouvoir.

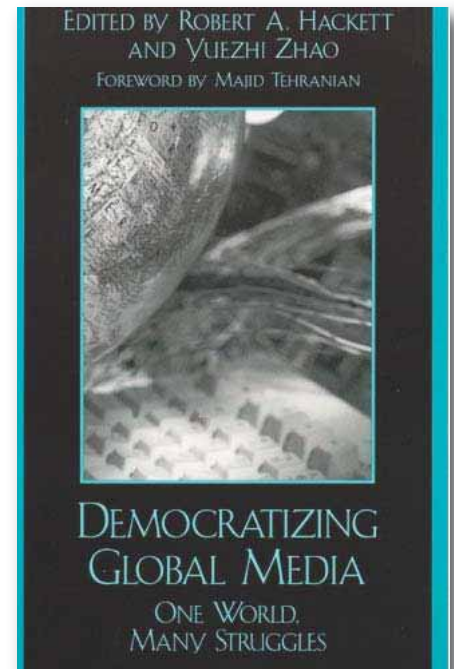
Loin de se poser comme une critique tous azimuts du système mondial de l'information, *Democratizing Global Media* infirme de façon convaincante plusieurs de nos croyances sur le fonctionnement actuel des médias. Par exemple, l'importance

croissante des médias régionaux est rarement citée comme un rempart à la globalisation des médias anglophones. Le livre décrit comment Al Jazeera a réussi, contrairement aux réseaux transnationaux, à stimuler un discours démocratique dans le monde arabe par une couverture quotidienne des problèmes régionaux.

La grande réussite des auteurs de *Democratizing Global Media* réside dans l'exposition du fait que les théories sur la communication et la démocratie nous viennent principalement des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Or, ces deux pays à l'expérience historique, culturelle, politique et économique remarquablement similaire se sont construits sur la violence, la subordination et l'opposition à l'Autre. Ces concepts à ambition universelle mais à connotations historique et culturelle ne peuvent plus servir à analyser un monde de plus en plus interconnecté. Leurs failles doivent impérativement continuer à être exposées. En ce sens, *Democratizing Global Media* représente un complément indispensable à toute analyse sérieuse du rôle des médias aujourd'hui.

### Référence

HACKETT, Robert A. et Yuezhi Zhao, eds. *Democratizing Global Media. One World, Many Struggles*. Rowman & Littlefield Publishers, Oxford, 2005, 311 p.



Alice Trudelle  
alice.trudelle@umontreal.ca



## POLYTECHNIQUE 20 ANS PLUS TARD

ANNE-LAURE JEANSON

« Vous allez être ingénieurs. Vous êtes des féministes. Je hais les féministes. » C'est la raison pour laquelle l'homme – dont le nom n'est jamais mentionné dans le film – tua quatorze étudiantes et en blessa de nombreuses autres à l'École polytechnique de Montréal, le 6 décembre 1989. Vingt ans après, cet événement d'une violence inouïe marque encore profondément les esprits au Québec.

Le jour de la sortie du film *Polytechnique*, le 6 février 2009, la salle 2 du cinéma Beaubien était archi-pleine. Un silence d'église s'est installé dès les premières images du film. Les spectateurs étaient là, ensemble, pour ne pas oublier, mais aussi pour se libérer de cette terrible histoire. Exactement comme cherche à le faire Valérie, l'héroïne du film (interprétée par Karine Vanasse), qui a survécu aux blessures par balles. Dans une lettre aux parents du meurtrier, elle écrit : « Votre fils est mort. Il est libre. Moi je suis prisonnière. [...] Tout le monde dit que je suis forte, mais j'aimerais me mettre en boule comme un animal blessé et attendre que ça passe. »

### Le tabou est brisé

Le projet de raconter ce drame au cinéma est né de la complicité de la comédienne Karine Vanasse et du producteur Martin Rémillard, coprésident de Remstar Corporation. Lorsque Denis Villeneuve s'est vu proposé la réalisation du film, il y a quatre ans seulement, il avoue ne pas avoir pu refuser.

Certains diront que montrer la violence est une incitation à la violence. Lors d'une table ronde organisée par le Centre international de criminologie comparée à l'Université de Montréal sur le thème « Médias, Crimes et Justice », le professeur en criminologie de l'Université de Toronto, Jonathan Freedman, a affirmé qu'il n'y a pas de relation directe entre les crimes et les jeux vidéo ou les films violents. Toutefois, ces études ont été menées uniquement à partir de fictions. Lors d'une deuxième consultation à propos de l'impact de *Polytechnique*, il a réaffirmé : « Nous ne savons pratiquement pas quel est l'impact de la couverture de la réalité. »



*Polytechnique* n'est pas un film paradigmatique ou esthétique comme *Elephant* de Gus Van Sant (Palme d'or du Festival de Cannes, 2003). Denis Villeneuve ancre son histoire dans le temps et dans l'espace. Il fait parler le tueur puis les survivants. Certaines séquences sont insupportables. La chasse aux femmes dans l'enceinte de l'école est insupportable. On voudrait que quelqu'un arrête cet homme au regard gelé. La culpabilité de Jean-François, un étudiant ami, nous ramène à la réalité. Nous ne sommes pas dans une fiction, mais bien dans la vie telle qu'elle peut dérailler. C'est l'histoire d'une communauté blessée de l'intérieur qui tente de comprendre un geste fou et destructeur.

Denis Villeneuve et son scénariste Jacques Davidts ont pensé le film *Polytechnique* comme « une fiction, un mensonge qui se rapproche dangereusement de la réalité. » Cela permet d'établir une plus grande distance entre le spectateur et les faits. Pour le réalisateur, c'est aussi une façon « de rentrer de manière épidermique dans l'histoire. » C'est incisif et bouleversant.

Anne-Laure Janson  
anne-laure.janson@umontreal.ca



## Culture

## L'HOMME ORCHESTRE DU CINÉMA QUÉBÉCOIS

I S A B E L L E R A I N V I L L E

**L**e film *Demain...peut-être* de Richard Tassé devrait sortir bientôt. Ce long métrage, d'une qualité comparable à celle des grandes productions américaines, a été réalisé avec une poignée de dollars et beaucoup de patience. Le réalisateur est-il en train de changer la face du cinéma québécois?

Après avoir travaillé sur une centaine de films, Richard Tassé a décidé de relever le défi de sa vie: tourner son propre film. Ce citoyen d'Upton en Montérégie et ancien directeur artistique s'affaire à monter un long métrage qu'il a tourné en solo, sans financement ni aide de la Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SOCAN). Avant même les premiers tours de manivelle du thriller fantastique *Demain...peut-être* (*Seven* en anglais), les médias s'intéressaient déjà à ce film tourné pratiquement sans moyens. *Demain...peut-être*, c'est l'histoire d'un homme qui, pour une raison inconnue, disparaît de son village pour revenir sept ans plus tard. Des habitants y sont alors témoins d'événements troublants et inexplicables.

**Faire cavalier seul**

C'est par choix que le réalisateur a tourné le dos à la SOCAN et l'ONF (Office national du film). « Passer par les organismes en place me semblait laborieux et trop long. Je n'avais pas envie d'attendre trois ans avant de me lancer », explique le réalisateur de 54 ans. Le film a donc été entièrement tourné avec ses économies et avec de l'argent provenant de commanditaires, des commerçants de la région pour la plupart. Ne pouvant se permettre d'engager et de payer des acteurs professionnels, M. Tassé s'est tourné vers les amateurs. Il a choisi avec soin ses comédiens parmi cinq mille candidats venus des quatre coins de la province, après un casting de plusieurs mois. Tous ont participé bénévolement. « Les gens

ont sauté sur l'occasion, car la chance d'exploiter son talent de comédien dans un film, ça n'arrive pas tous les jours, ajoute M. Tassé. C'est merveilleux de découvrir que sa coiffeuse ou que son mécanicien possède un véritable talent d'acteur. » M. Tassé n'a, lui non plus, touché aucun salaire et, depuis le début de cette aventure, il a dû se trouver des emplois ici et là pour boucler ses fins de mois.

**L'homme à tout faire**

Par souci d'économie, il a été tour à tour scénariste, agent de casting, secrétaire, réalisateur, acteur et monteur. À ce jour, la production de son film a coûté environ 50 000\$, dont la moitié provient des commanditaires. Richard Tassé estime que si son film avait été fait dans le circuit cinématographique classique, il aurait coûté plus d'un million de dollars. « Avec 10 000\$, je fais aussi bien, sinon mieux, qu'un réalisateur qui dispose de 100 000\$. Je suis débrouillard, je recycle les décors, je cours les aubaines. Ma vaste expérience dans le domaine me sert énormément. »

Faute de moyens, la sortie du film a été reportée à plusieurs reprises. *Demain...peut-être* en est encore à l'étape du montage. Le réalisateur travaille sur les effets spéciaux, seul à la maison. Le projet traîne en longueur. « Les commanditaires s'impatientent un peu et certains se demandent si le film va sortir un jour », confie M. Tassé. Il peine aussi à trouver un distributeur. « Quand tu n'es pas connu, il est très facile de se faire avoir. Il faudrait que je "donne" mon film, et ça, il n'en est pas question », ajoute-t-il. Il compte donc distribuer son film lui-même et le présenter au Festival des films d'Aubagne en France et au Festival international du Film de Boston.

Isabelle Rainville

rainville@videotron.ca



# LA MOUCHE À FRUIT

## VOLE AU SECOURS DES CANCÉREUX

M A R I S E M U R P H Y

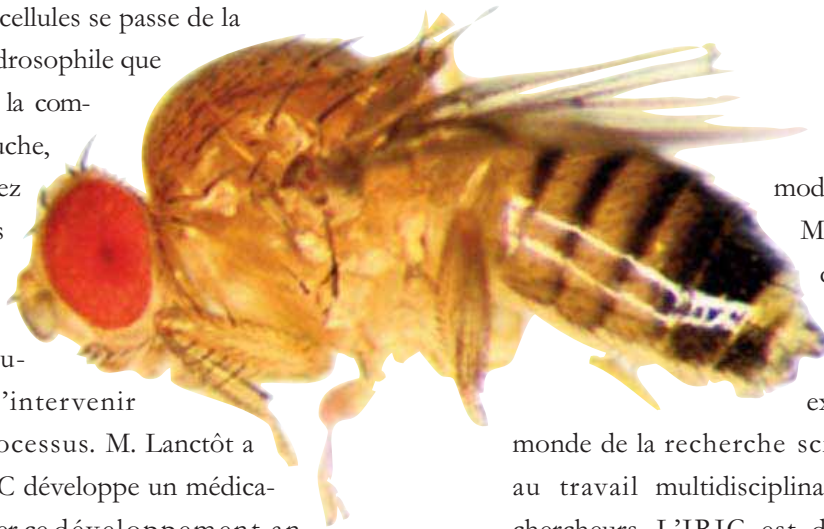
Cette agaçante petite bestiole qu'est la mouche à fruit détient des secrets qui pourraient bien mener à la création de médicaments contre certains cancers. Ici même, à Montréal, des chercheurs de l'Institut de recherche en immunologie et en oncologie (IRIC) réalisent de grandes découvertes sur le cancer en étudiant la drosophile, communément appelée « mouche à fruit ».

Christian Lanctôt, biologiste moléculaire et directeur des communications à l'IRIC, explique : « On sait qu'un cancer naît de la division et de la prolifération de cellules anormales. Or, la multiplication des cellules se passe de la même façon chez la drosophile que chez l'humain. Si on la comprend chez cette mouche, on la comprendra chez l'homme. » Ce progrès significatif dans la compréhension de la division cellulaire permettra d'intervenir très tôt dans le processus. M. Lanctôt a bon espoir que l'IRIC développe un médicament capable d'inhiber ce développement anarchique qui crée des tumeurs chez l'humain.

D'autres organismes sont aussi dans la mire des scientifiques de l'IRIC. En étudiant la souris, l'équipe de chercheurs en immunobiologie du docteur Claude Perreault a récemment identifié une protéine qui stimule la production d'anticorps. Cette découverte est très importante, entre autres pour les leucémiques chez qui le système immunitaire est sévèrement affaibli.

De son côté, l'équipe du docteur Paul Maddox étudie un ver

long de seulement quelques millimètres. Les chercheurs ont repéré une protéine, la KNL-2, qui influe sur les liaisons chromosomiques des cellules, saines comme cancéreuses. Christian Lanctôt précise : « Le médicament qui résultera de cette découverte agira spécifiquement sur la protéine KNL-2. Ce médicament sera beaucoup plus ciblé que la chimiothérapie actuelle, les cellules cancéreuses se reproduisant beaucoup plus rapidement que les autres. Le directeur des communications souligne que seulement cinq instituts dans le monde, dont l'IRIC, étudient cette protéine prometteuse. L'Institut est ainsi devenu l'un des chefs de file mondiaux dans le domaine.



Ce centre de recherche ultramoderne, rattaché à l'Université de Montréal, n'a ouvert ses portes que depuis quatre ans. De grandes découvertes ont ainsi été réalisées en peu de temps. M. Lanctôt explique ce succès rapide : « Le monde de la recherche scientifique s'ouvre aujourd'hui au travail multidisciplinaire et à la collaboration entre chercheurs. L'IRIC est dans cette mouvance. Ses 22 équipes pluri-disciplinaires partagent savoir, laboratoires et équipements hautement technologiques. De cette façon, la recherche avance beaucoup plus rapidement et efficacement. »

Photos: gracieuseté de l'IRIC

Site de l'IRIC : <http://www.irc.ca/>

Marisz Murphy  
marisz\_murphy@yahoo.ca



## Portrait

## UN MÉTIER QUI OBLIGE À L'HUMANITÉ

M I L E N A K I R I L O V A

**L**e capitaine Bruno Gendron n'a jamais hésité sur son choix professionnel et humain: il est pompier depuis 12 ans déjà. Le port du casque a cultivé en lui la solidarité et une discipline personnelle sans faille.

Ce qui frappe, dès le début, c'est le sentiment d'appartenance à un groupe soudé. Responsable d'une équipe de sept pompiers à la caserne 23 à Montréal, M. Gendron souligne la primauté des relations avec ses collègues. Malgré son titre, le jeune homme insiste sur le fait que tous partagent un même quotidien: « Je suis là pour aider les gens, mais aussi pour être avec mes collègues et les soutenir. L'esprit d'équipe est très important pour travailler le mieux possible lors des interventions. »

À ses débuts, ils étaient 2000 candidats pour les 120 places vacantes à l'Institut de protection contre les incendies du Québec. Aujourd'hui, Bruno Gendron considère les autres pompiers comme des frères partageant une même vocation et une même volonté de combattre le feu. Le capitaine assume son rôle comme les autres. Il veille à protéger ceux qui œuvrent constamment pour la protection civile.

M. Gendron insiste sur l'image humaine des pompiers et affirme d'un ton assuré: « Nous connaissons mieux le feu que vous. C'est la seule différence, mais nous en avons aussi peur. Je crains toujours cet élément. Cependant, nous essayons de le comprendre. Plus nous le connaissons, mieux nous pouvons le combattre. Plus nous nous formons, plus nos interventions sont performantes. »

Bruno Gendron nous rappelle aussi des gestes incontournables: changer une fois par an les piles de nos détecteurs de fumée, déposer un grand couvercle sur une casserole d'huile en flamme et ne jamais y verser de l'eau, appeler immédiatement les pompiers. Ils seront sur place dans les quatre minutes.

« Nous sommes là pour vous aider. C'est notre travail. Ne risquez pas votre vie. Appelez-nous et sauvez-vous! » Ce capitaine de caserne a vu beaucoup de négligence, mais ne blâme jamais les gens. Pour lui, l'important est d'assurer le secours nécessaire et non pas de porter des jugements.

Avec le temps, M. Gendron précise qu'il s'est réconcilié avec ce dur régime de travail. Accomplissant ses « quarts de jour ou quarts de nuit », qui durent toujours 12 heures, le capitaine assume, en plus, un service de garde de dimanche comme le font les autres pompiers. En cas d'appel, ils sont tous prêts à intervenir. Cet homme du métier souligne: « Notre travail demeure un inconnu permanent. Nous avons l'habitude

d'agir dans l'immédiat, dans l'inattendu, dans l'incertitude. Nous sommes à l'aise avec les changements et leur dynamique. Dans notre métier, nous savons quand nous arrivons au travail sans savoir quand nous partons. » Ces derniers mots sont accompagnés d'un sourire sincère. La bonne humeur fait partie de la philosophie des pompiers.



Le capitaine Gendron confie que le casque du pompier est précieux, non seulement à cause du prestige symbolique que les gens lui attribuent, mais aussi pour sa réelle protection et pour l'identification assurée durant des interventions sur des feux violents. Son père, un pompier à la retraite, conserve encore le sien.

C'est alors que l'alarme de la caserne sonne, et c'est pour de vrai. Les pompiers enfilent tous leur équipement et s'apprêtent à partir en camions. Pour eux, chaque intervention est unique.

Milena Kirilova  
milena.kirilova@gmail.com



#### Comité de rédaction

**Rédacteur en chef :** Dany Dion

**Adjoints à la rédaction :** Julie Lévesque, Isabelle Rainville,  
Alice Trudelle

**Pupitreux :** Normand Bélisle

**Collaborateurs :** Alice Trudelle, Anne-Laure Jeanson, Isabelle  
Rainville, Leslie Doumerc, Lila Ait, Marise Murphy, Marlène  
Fisette, Milena Kirilova

**Chef réviseure :** Anne Charpentier

**Révision :** Marie Léger, Fabiola Fouron, Olivier Laniel, Cindy  
Gilbert, Mélanie Saint-Onge

**Superviseur :** Jean-Claude Leclerc

#### Avis aux collaborateurs

Vous voulez participer au prochain numéro ?  
Envoyez-nous un texte de **500** ou **1000 MOTS**,  
police *Times New Roman*, 12 points à double in-  
terligne, pas d'alinéa. Indiquez le titre de votre  
article dans la case objet de votre courriel adressé  
à :

**lereporter@ageefep.qc.ca**

Le comité de rédaction se réserve le droit  
de refuser tout article  
qu'il jugera tendancieux, litigieux ou  
au contenu inexact.  
Il se réserve également le droit de corriger tout texte  
qui lui sera soumis.

Des commentaires, des questions, des suggestions ?

Écrivez-nous à : [lereporter@ageefep.qc.ca](mailto:lereporter@ageefep.qc.ca)

Le Reporter en ligne:

<http://www.ageefep.qc.ca/html/reporter.php>

***Prochaine tombée: 6 mars 2009***

***Un endroit pour vous réunir ?***

***CAFÉ LA BRUNANTE, 3200 JEAN-BRILLANT, 2<sup>E</sup> ÉTAGE***